



STAGE NATIONAL THEMATIQUE : L'ECOLOGIE
30 – 31 mai 2009

- NOURRIR LA PLANETE : UNE AMBITION AGRICOLE
Xavier Compain

PLAN DE L'EXPOSE :

- LA FAIM**
- LE CAPITALISME AGRO-ALIMENTAIRE**
- LA POLITIQUE AGRICOLE**
- EN FRANCE : LES SYMPTOMES D'UNE CRISE ANNONCEE**
- DES ENJEUX FONDAMENTAUX**
- PCF : UNE AMBITION AGRICOLE ET ALIMENTAIRE**

Source documents :

- L'hebdomadaire « LA TERRE ».**
- L'Exploitant Familial (Mensuel d'information agricole, syndicale et professionnelle).**
- Rapports du Conseil Économique et Social.**
- Rapports d'information de l'Assemblée Nationale.**

LA FAIM

La planète compte un milliards d'affamés. Deux milliards souffrent de malnutrition, appelée «la faim invisible» par les Nations Unies. Ces dernières années, un enfant de moins de 10 ans mourait de faim toutes les 5 secondes. Cent mille personnes en meurent chaque jour. Quatre humain sur 10 sont confrontés quotidiennement à l'extrême pauvreté. Paradoxalement soixante dix pour cent de ceux qui souffrent de faim et de misères sont des paysans.

Plus de dix ans après les engagement du sommet mondial de l'alimentation en 1996, le G 8 de Rome s'est conclu par de louables intentions et un terrible aveux d'échec sur l'objectif de réduire de moitié d'ici à 2025 les mal nourris.

Le défi posé à l'humanité est de nourrir demain neuf milliards d'humains. La planète doit doubler sa production alimentaire pour satisfaire les trois milliards supplémentaires d'ici 2050. L'Afrique doit quindrupler sa production alimentaire. Un pays comme la chine doit nourrir un quart de la population mondiale avec avec seulement dix pour cent de terres arables. De l'autre côte dé la méditerranée, l'Algérie, l'Égypte sont dans dans des déficits alimentaires lourds. De nombreux pays tel que l'Afrique du sud doivent absolument réussir leur réforme agraire.

En France, la politique conduite par Nicolas Sarkozy met les familles populaires, les étudiants... en situation de ne pouvoir acheter des fruits, des légumes, un morceau de viande.

Le prix d'une brique de lait a flambé de 183 % en 6 ans, pendant que les prix agricoles ont été divisés par 2 en 30 ans ! Si l'alimentation représente 15 % du budget d'un ménage, seulement 4 % revient aux producteurs.

LE CAPITALISME AGRO ALIMENTAIRE

Le miroir du capitalisme renvoie à la spéculation sur les céréales préférée des traders au métaux précieux. Le développement d'agro carburant vat privilégié le réservoir des voitures aux détriment des estomacs. Le devenir géopolitique des peuples est négocié à coups d'armes alimentaires.

Biocarburants : Ils seraient responsables de 75 % de la hausse des prix des aliments

Selon un rapport de la banque mondiale que s'est procuré le quotidien britannique « The guardian », les biocarburants contribueraient largement à la hausse des prix des aliments. De 2002 à février 2008, l'auteur, un économiste de renom, a observé une hausse de 140 % du panier de prix alimentaires. Selon ses calculs, 75 % de cette augmentation est due aux biocarburants, alors que la flambée du prix de l'énergie ou des engrais n'en expliquerait que 15%. Le rapport estime par ailleurs que l'augmentation des revenus dans les pays en développement n'est pas à l'origine d'une forte hausse de la consommation mondiale de grains et n'est donc pas responsable de la hausse. Prêt depuis avril, ce rapport serait resté confidentiel afin de ne pas handicaper le président des États-Unis, George W BUSH, qui soutient très fermement le développement de l'éthanol dans son pays. OBAMA également !

COLONIALISME ALIMENTAIRE ET ENERGETIQUE

Alors que les années 2007-2008 ont été marquées par les émeutes de la faim et que les chercheurs s'accordent à dire que les principales causes de la faim sont « les exclusions politiques et économiques, les injustices sociales et les discriminations », la Corée du Sud s'approprie 1,3 million d'hectare à Madagascar.

La Corée du Sud, par l'intermédiaire du conglomérat DAEWOO vient de conclure avec Madagascar un « bail à colonat » portant sur 1,3 million d'hectares.

Ce "bail" a été conclu à titre gratuit sur les terres qui sont actuellement des zones de savanes dévolues à la pâture des animaux d'élevage.

Ainsi ces éleveurs locaux vont venir allonger la liste des paysans sans terre. Ces 1,3 million d'hectares vont être mis en culture par DAEWOO pour produire de l'huile de palme et du maïs destinés à la Corée du Sud. Il y a de forte probabilité pour que les productions soient destinées à la fabrication de bio-carburant.

Pendant ce temps sur la planète 1 milliard d'Étres humains souffrent de malnutrition dont 700 millions de paysans.

Pendant ce temps le peuple malgache vit dans la misère avec la malnutrition. Pendant ce temps les cultures vivrières sont abandonnées au profit des cultures d'exportation et Madagascar est devenue fortement dépendante des importations de produits agricoles et agroalimentaires.

Ce type d'accord relève d'un colonialisme nouveau mené par les grandes sociétés agroalimentaires, agro-énergétiques derrière lequel se cachent les gouvernements des pays développés à la recherche de terres sans contrainte environnementale et sociale.

L'Afrique qui vit dans la misère devient ainsi le terrain de chasse privilégié de ces chercheurs de terre en mal de profits juteux et des pays développés qui veulent asseoir leur indépendance énergétique et alimentaire et mettre sous tutelle ces espaces de développement.

Au Bénin par exemple ce sont les députés qui se sont rendus propriétaires de milliers d'hectares en friche pour en confier la gestion à des entreprises occidentales de production d'agrocaburant.

L'Angola dont 90% des terres sont en friche négocie avec des sociétés brésiliennes, canadiennes, américaines, portugaises pour développer des projets de culture d'exportation.

Les Etats du Golf, le Koweït, les Emirats Arabes Unis, l'Arabie Saoudite veulent eux aussi investir dans le continent africain.

La terre outil de travail, la terre support de vie est en train de devenir la proie du capitalisme mondialisé et des pays riches au détriment des peuples des pays sous développés.

Recherche de profits maximum, arme alimentaire et énergétique, droit à émission CO², stratégie géopolitique plan d'ajustement structurel imposé par le FMI sont les principaux ressorts de ce colonialisme nouveau.

LA POLITIQUE AGRICOLE

Lutter contre la faim est un choix politique. L'agriculture ne peut être vouée aux seules lois du marché.

Le 7 juin prochain les élections européennes sont un rendez-vous majeur pour le devenir de la Politique Agricole Commune et sa place dans le monde. A 6 ou à 12 et maintenant à 27, l'agriculture a longtemps été le laboratoire vivant de la construction européenne libérale. Elle en a payé un lourd tribut.

Depuis 1973, les Politiques Agricoles n'ont été obnubilées que par la baisse des prix agricoles; en France, ils ont été divisés par deux en trente ans. En 2009 un agriculteur sur deux gagne moins que le SMIC, son revenu dépend à soixante dix pour cent des aides compensatoires européennes. Les groupes de la grande distribution en sont les énormes bénéficiaires.

Tous les quart d'heures, un exploitant agricole cesse son activité. Depuis la réforme en 1992 de la Politique Agricole Commune (Mac Sharry – Delors), la commission Européenne à œuvrer au pas de charge dans sa volonté de libéraliser les échanges agricoles au sein de l'Union Européenne.

L'agenda 2000 à Berlin , les accord de Luxembourg 2003, par la suppression des restitutions à l'exportation, la réduction des droits de douane, le désengagement des soutiens directs, visaient au démantèlement de la PAC. Ces choix s'inscrivent dans la lignée libérale des chefs d'État et de gouvernement, Blair Berlusconi, Aznar ces dernières décennies. Londres et Haye appellent inflexiblement à laisser le marché fonctionner pleinement. Pour le capitalisme, il s'agit de se délester au plus vite de secteurs économiques jugés ringards et non rentables comme l'agriculture en Europe.

Au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce, les fermes du monde sont le Brésil, l'Australie, La Nouvelle Zélande.

La mandature s'achève tant pour le Parlement européenne que pour la commission européenne sur un mauvais bilan de la santé de la PAC. Derrière le vernis de l'équité d'une redistribution des aides changeant de mains des

céréaliers en faveur de l'élevage, moins de soutien à la production et plus d'alignement sur les cours mondiaux vont devenir le quotidien des éleveurs. Cela ne sera pas sans incidences sur la vie des territoires ruraux. La commissaire européenne à l'agriculture, Mariann Fischer Boel aura rempli sa mission de ne pas contrarier Pascal Lamy, directeur de l'OMC. L'Europe a fait des concessions sans contrepartie de réduire massivement ses droits de douane.

Dans un récent numéro d'illusionniste pour un plan d'accompagnement en direction des céréaliers, Nicolas Sarkozy soigne maintenant ses paysans. Il avait promis à la veille du salon de l'agriculture, une gouvernance pour lutter contre la volatilité des marchés, rien n'a traversé La Tamise à l'occasion du G20. Le sujet est renvoyé au G8 de juillet en Sardaigne. Son échec à la présidence de l'UE en 2008, repose précisément sur son inaction face à la suppression de toutes organisations des marchés par Bruxelles. Le président a confié pour l'automne la charge au gouvernement Fillon de rédiger une loi de modernisation agricole. Plan social, elle visera à livrer l'agriculture française au prix mondial, sans compensation, dans le cadre d'une PAC démantelée à l'horizon 2013.

SORTIR L'AGRICULTURE ET L'ALIMENTATION DE L'OMC

Les exportations mondiales de produits agricoles représentent 8,4 % de l'ensemble du commerce mondial de marchandises et le commerce agricole ne représente lui, qu'une faible part de la production : 16 % pour le blé, 7 % pour le lait et les viandes. Le prix mondial découlant de ces échanges n'a donc rien à voir avec le « monde réel » et ses productions.

A l'heure du démantèlement programmé de la PAC et présenté comme un bilan de santé par la Commission européenne, Bruxelles elle-même est responsable de la situation.

Dès 1992, l'ouverture des frontières visait à préparer les négociations du GATT ; Le 30 juin 1993 l'accord de Blair House était ratifié. Les cargos américains et brésiliens pouvaient accoster en Europe.

Le 15 avril 1994, naissance de l'Organisation Mondiale du Commerce, Agenda 2000 à Berlin, l'Europe se couchait à nouveau devant les Etats Unis. Le 26 juin 2003, le marathon de Luxembourg virait au sprint libéral contre les paysans avec une PAC verte-libérale .

Au sein de l'OMC, les fermes du monde devenant le Brésil, l'Australie, la Nouvelle Zélande.

La pensée libérale des quinze dernières années s'est traduite de l'Uruguay Round à Doha sur le dos des paysanneries par : diminuer les protections douanières, supprimer les aides à l'exportation, stopper les aides PAC . Politique Agricole Commune contre Farm Bill c'est poker menteur et jeu de dupes.

Le devenir de l'agriculture, de l'alimentation, de ses paysans et travailleurs ne peuvent se doter de perspectives que libérés du carcan de l'OMC. Le quotidien des peuples et le devenir de l'humanité se négocient en matières alimentaires avec des « clauses de paix », pétrole contre nourriture et même pétrole et nourriture. Pendant que les paysans français étaient contraints aux jachères, que nous croulions sous les fleuves de lait et montagnes de beurre, 850 millions de personnes dans le monde souffraient de faim et que ce chiffre n'a pas baissé depuis 20 ans. Alors quand les émeutes de la faim replongent notre société des siècles en arrière, il est temps pour les peuples de changer de politique.

Au 21ème siècle, parce qu'il y aura 9 milliards d'humains à nourrir en 2050, il faut sortir l'agriculture et l'alimentation de l'OMC.

La FAO dégagée de toute tutelle impérialiste pourrait assumer la gestion des échanges agricoles mondiaux.

Mandater la FAO, c'est lui en donner les moyens, elle a mieux à faire que les guerres et les famines, surtout lorsque les stocks mondiaux, les plus bas depuis 1982, ne sont que de 56 jours et en dessous du seuil de sûreté fixé à 60 jours.

Avec courage politique, la France, doit porter l'ambition d'une nouvelle politique agricole commune, rémunératrice, solidaire, durable.

Porter l'exigence d'un nouveau développement international agricole et alimentaire.

Confier à la FAO « les échanges agricoles » sur des bases de coopération alimentaire d'accords mutuellement avantageux.

EN FRANCE : LES SYMPTOMES D'UNE CRISE ANNONCEE.

- ***L'espèce la plus menacée de nos campagnes de notre écosystème, ce n'est pas le loup, ou l'ours, mais le berger ou le paysan.***
1,2 million d'actifs en 1988, 613 mille en 2008, 1 sur 2 a disparu en 17 ans. Il ne reste aujourd'hui déjà plus que 346 500 exploitations dite professionnelles (480000 chefs d'exploitation) dont 56 081 pluri actives.
- ***La précarité est celle des intermittents du revenu que sont les paysans.***
1 sur 4 gagne moins que le RMI ou négatif, 1 sur 2 gagne moins que le SMIC, les inégalités prévalent selon les régions : paysans à 4500 €/revenu/ en Dordogne - 7500 € Puy de Dôme - 60 000 € Aube et 95 000 € Marne.
Inégalités selon les productions : Cette année, comme avec l'ESB en 1996 et 2000, la crise sanitaire « fièvre catarrhale ovine » FCO est un outil du libéralisme pour nous faire avaler les viandes d'Amérique du Sud, à 1 € du kilo. Pour les éleveurs bovins c'est - 25 % de revenu, pour les moutonniers c'est - 32 %.
Autres cas : -48% pour les producteurs de fruits et légumes faute d'encadrement des marges et des pratiques de la grande distribution, d'outils tel que le coefficient multiplicateur. Les grandes surfaces continuent leur racket du consommateur et volent les paysans en toute impunité. On passe d'intermittents à sans revenu, comme en Languedoc-Roussillon où 7 viticulteurs sur 10 sont en grande difficulté. Sur décision de Bruxelles, les bulldozers sont dans la vigne.
- ***Le renouvellement du métier est en panne***
Avec trois départs pour une installation
Nous sommes passés en 1992 de la chasse aux hectares de « prime PAC » à la battue administrative pour les DPU (Droit Prime Unique)
Les loups vont être définitivement lâchés lorsqu'à, « l'Elysée » on loue des vertus au découplage total.
- ***N'en déplaise aux économistes apôtres du libre échange***
La ferme France a vu son revenu net d'entreprise passer de 15 milliards d'€ en 1990 à 12 milliards en 2004 et 11 milliards en 2005
Les aides directes représentent 60-75% du revenu net entreprises !
Depuis 1973 les politiques agricoles n'ont été obnubilés que par la baisse des prix agricoles (-56% en 30 ans) moitié en 30 ans (source APCA)
C'est le prix mondial déconnecté de toute réalité économique, sociale qui tue les agricultures familiales.

LE VRAI POIDS DE L'AGRICULTURE DANS LA SOCIÉTÉ !

Un rapport du CES (Comité Economique et Social) émanant de la commission agriculture, à laquelle participe notre camarade Serge Lépine (représentant du MODEF), a repositionné l'agriculture parmi les secteurs d'activité stratégiques pour notre pays.

L'agriculture est le seul et unique moyen pour un pays de parvenir à la Souveraineté Alimentaire. C'est-à-dire de permettre aux populations de choisir librement, les aliments qu'ils veulent consommer et les moyens de les produire tout en assurant bien entendu la quantité nécessaire. Les moyens pour accéder ou conserver la S.A. découlent de choix politiques, c'est aussi en cela que la PAC est de première importance. Mais ces choix politiques ont également un aspect scientifique par la recherche agronomique et le développement de l'enseignement. Pour notre pays ces aspects ont été mis au premier plan dès le 19^{ème} siècle avec la Troisième République.

Pays à forte potentialité tant par la qualité des terres que par la nature de son climat et la diversité de ses productions, la France est le premier pays agricole en Europe et l'un des tout premier au monde. Qu'on le considère comme un atout ou non, la France est le second exportateur de denrées agricoles au monde mais aussi un importateur de premier plan.

L'emploi salarié représente 1.65 million de personnes réparties principalement pour 61% dans les exploitations, 15% dans les organismes et services, 10% dans la coopération. Les salariés de l'industrie agroalimentaire dont les emplois dépendent directement de l'activité agricole sont estimés à 500 000. A cela on peut rajouter 350 000 actifs employés dans 110 000 entreprises artisanales et 130 000 emplois de services dans la gestion et la recherche, le conseil et le contrôle. Au total se sont 3 millions d'emplois qui sont concernés par l'activité agricole.

L'agriculture s'étend sur 29 millions d'hectares représentant 53% du territoire auxquels il convient d'ajouter 16 millions d'hectares boisés. Cependant l'urbanisation et les infrastructures.

L'enseignement concerne 335 349 élèves, étudiants, apprentis et stagiaires répartis dans 849 lycées, 155 centres privés, 330 centres de formation et 22 grandes écoles. A noter un taux d'insertion dans la vie professionnelle de plus de 85%.

Concernant la production (source provisoire 2007 ministère de l'agriculture) agricole, les productions végétales représentent 179,895 millions de tonnes et les productions animales 63,885 millions de tonnes. A cela il convient d'ajouter 11.5 milliards d'œufs, la production horticole qui est exprimée en unité (fleurs, pots etc.) ainsi que la production de bois.

Ces chiffres en volume donc non impacté par les cours du marché reflètent bien l'importance de la production.

A la lumière de tout ce qui vient d'être exposé, il est aisé de se faire une idée du poids économique de l'agriculture pour la France.

Considérer, comme l'a fait l'Union Européenne alors que Nicolas SARKOZY en était le Président en exercice, que le secteur agricole est important mais non stratégique est suicidaire pour la bonne marche de l'Europe et de la France.

REVENU 2008 EN BAISSÉ DE 17,8%

Chute des cours, gel, grêle, FCO, crise financière, l'année 2008 pour les agriculteurs se solde par une baisse moyenne du revenu de la ferme France de 17,8% et des éleveurs asphyxiés par la FCO, la hausse des coûts et la baisse des prix.

L'année 2008 aura été une année difficile pour l'agriculture. Elle a été marquée par de nombreux sinistres climatiques avec les gelées du printemps, puis les orages de grêle et les inondations, l'élevage a subi de plein fouet la crise sanitaire de la FCO, quant aux céréales après la hausse importante des prix de 2007, elles ont subi une chute des cours vertigineuse.

Fin 2008 aura également été marquée par une crise financière mondiale sans précédent qui nous entraîne dans la spirale de la récession et de la déflation.

L'ensemble des productions a subi une augmentation très importante des coûts de production liée à la hausse des cours du pétrole 2007 et début 2008 ainsi que celle des céréales pour l'alimentation animale. Mais ce n'est pas pour autant que la chute des cours du pétrole et des céréales sur le 2ème semestre 2008 a été répercutée sur les intrants et l'aliment du bétail.

Selon les comptes prévisionnels établis pour 2008 par la commission des comptes de l'agriculture et de la nation, le revenu net d'entreprise agricole de la ferme France baisserait de 17,8% en terme réel. Il passe ainsi de 15,4 milliards d'euros à 12,9 milliards d'euros.

De 1982 à 2008, le revenu net d'entreprise agricole en terme réel (déflaté par l'indice de prix du PIB) de la ferme France a été divisé par 2.

A titre indicatif, les aides à l'agriculture représente 12 milliards d'euros dont 5,7 en paiement unique et 2,7 aides liées au produit.

Les prix au détail sont sans rapport avec les prix agricoles

Alors que l'inflation des produits alimentaires (+3,6% en 2008) dépasse celle des autres produits, l'UFC a voulu vérifier comment chaque acteur professionnel contribue à la formation du prix final, a expliqué Alain BAZOT, président de l'union. Pour cela, elle a mené une étude sur 18 ans (1990/2008) en comparant les indices de prix agricoles, industriels et au détail de trois produits phares de la consommation des français : les viandes de bœuf, porc et volaille. Ces produits pèsent lourd : respectivement 8 Md€, 6 Md€ et 2,5 Md€ soit un total de 16,5 Md€ par an d'achats au détail.

Viande de bœuf : un écart de 65% sur 18 ans

L'étude montre que les prix agricoles du bœuf ont baissé nettement en 1996 (1ère crise de la vache folle), remonté puis rechuté en 2000 (2ème crise) avant une lente remontée jusqu'en 2006 et une nouvelle dégringolade depuis pour s'établir fin 2008 à -15% par rapport à 1990. Pendant ce temps là, les prix au détail n'ont pas cessé de grimper, gagnant 50% par rapport à 1990. Les différents surcoût liés à la maladie de la vache folle (traçabilité, tests, taxe d'équarrissage...) ou à d'autres facteurs, ne permettent d'expliquer qu'une part de la hausse des prix (environ 30%), selon l'UFC.

Les marges des distributeurs en question

L'histoire de la viande de porc est un peu différente. En période de prix haut (2001), les prix de vente au détail sont restés inférieurs à ceux de la production mais lorsque les prix agricoles ont chuté en 2002, les prix au détail n'ont pas suivi et restent depuis à un niveau beaucoup plus élevé. Depuis 2005, l'écart se creuse même de plus en plus entre prix agricoles et prix au détail. « Depuis 2005, il n'y a plus de lien entre les prix agricoles et les prix à la consommation », conclut Martial VERSHAËVE, administrateur national de l'UFC. La différence ne vient pas des industriels dont la courbe de prix suit de près celle des prix agricoles. Selon l'UFC, ces hausses s'expliqueraient

surtout par les marges des distributeurs.

Volailles : les baisses des prix agricoles ne sont pas répercutées

Le prix au détail de la viande de volaille a augmenté de 40% entre 1990 et fin 2008. Or les prix agricoles n'ont gagné que 4% en 18 ans, après deux hausses successives liées aux crises de la vache folle en 1996 et 2000 (report de consommation), une autre suite à la sécheresse de 2003 et une légère baisse en 2005 due à la grippe aviaire. Cette baisse n'a pas été répercutée sur les prix au détail. A chaque crise, l'écart s'est creusé entre prix agricoles et prix au détail. « Les baisses des prix agricoles ne sont pas répercutées mais les hausses le sont intégralement.

Consommation alimentaire

PAS DE BAISSÉ DES PRIX...

La grande distribution est loin de répercuter la chute des cours des matières premières, montre une étude de l'INC.

Nul besoin d'augmenter les salaires pour relever le pouvoir d'achat, puisque les prix baissent, répète le gouvernement pour justifier la fin de non-recevoir opposée aux revendications syndicales. « La baisse des prix est en marche », claironnait, le secrétaire d'État à la Consommation, Luc CHATEL.

Ce n'est pas précisément ce qu'observent les associations de consommateurs. Une étude de l'[Institut national de la consommation](#) (INC) montre que, sur 1 430 produits de grande consommation de marques relevés sur cinq sites Internet, 707 ont vu leur prix augmenter et 690 baisser entre août 2008 et janvier 2009.

« Nous nous attendions à plus de baisses, et à des baisses plus conséquentes, au vu de la chute des cours des matières premières ces derniers mois », note Marie-Jeanne HUSSET, rédactrice en chef de 60 Millions de consommateurs. Les cours des céréales ont en effet baissé de 51 % en 2008 par rapport à 2007, ceux des oléagineux de 39 % et les œufs de 12,4 %, selon l'INC.

D'après cette étude, les hausses les plus nombreuses portent sur les produits du petit déjeuner (céréales, confiture, café, thé) : 116 références sur 170 relevées ont augmenté. Même tendance dans l'épicerie sucrée, notamment les biscuits. S'agissant des pâtes, dont les prix avaient explosé en 2008, les observations faites sur quatre paquets différents de deux marques concurrentes indiquent que trois ont augmenté, entre 10,2 % et 12,5 %, alors qu'un seul a baissé, de 6,3 %.

Dans les magasins, si les prix des produits alimentaires ont commencé à baisser depuis décembre, le reflux reste timide : moins 0,1 % seulement en janvier 2008 par rapport à décembre, mais une hausse de 2,4 % sur un an, selon l'INSEE. Comment expliquer le décalage entre l'évolution du cours des matières premières et celle des prix à la consommation ? Sans doute par « des constitutions de marges », avance Marc Touati, économiste chez Global Equities.

Luc CHATEL devait rencontrer les distributeurs après le 1er mars, date de la fin des négociations annuelles entre les uns et les autres, pour vérifier qu'ils « répercutent bien » les baisses de prix aux consommateurs. On le croirait plus volontiers si le gouvernement n'avait pas, avec la loi LME de 2008, considérablement renforcé les pouvoirs de la grande distribution.

DES ENJEUX FONDAMENTAUX

Les enjeux que sont l'eau, l'environnement, la qualité des produits, l'économie et l'emploi posent l'exigence des droits fondamentaux des peuples et leurs Etats à soutenir publiquement leurs agricultures, leurs pêches, leurs productions alimentaires.

Pour les communistes, ce défi de la faim est pensé à l'échelle des cycles de productions, des activités du vivant. C'est maintenant qu'il faut agir pour relever le défi alimentaire.

UE - MEDITERRANEE

LIBRE ECHANGE OU COOPERATION ALIMENTAIRE ?

Les enjeux majeurs de l'Agriculture méditerranéenne

I – La croissance démographique

En cinquante ans la population méditerranéenne va quasiment doubler passant de 285 millions d'habitants en 1970 à 525 millions à l'horizon 2020.

Croissance stabilisée au Nord et explosion démographique au Sud de la Méditerranée. En 2005, un tiers de cette population est rurale, dans les pays de la rive Sud, un tiers des actifs sont dans le secteur agricole. Boom démographique gonflé par la population rurale et agricole. En ce début de 21ème siècle la Méditerranée n'est pas qu'urbaine, littorale et axée sur les services.

II – La préoccupation alimentaire

Depuis trois décennies, ces pays (1) sont en situation de dépendance alimentaire, certains états dans des déficits structurels lourds (Algérie, Egypte).

Solde négatif de 9 milliards de dollars en 2004 par les relations agro-commerciales entre les pays méditerranéens avec l'ensemble du monde. Seule la Turquie présente une balance positive, sachant qu'elle contribue pour 48% des exportations des pays méditerranéens vers le monde !

III – Un face à face Euro-Méditerranéen en trompe l'œil

Questions agricoles occultées du débat depuis le lancement du processus de Barcelone en 1995. Négociations pour une libéralisation des échanges avec une minorité d'Etats (Jordanie, Israël notamment, Egypte, Maroc ensuite..).

L'Union Européenne commerce avec dix pays méditerranéens pour uniquement 2% de ses importations et exportations agricoles mais cela représente 52% de leurs exportations agricoles et couvre 28% de leurs importations.

Malgré leur préférence commerciale pour l'Europe, les pays Méditerranéens se sont en 2004 approvisionnés à 72% dans le reste du monde. Etats-Unis, Argentine, Brésil, Australie sont des acteurs importants. En attestent des exportations céréalières de ces pays vers le Sud de la Méditerranée. Le Maroc qui en 2004 a signé un accord de libre échange avec Washington.

IV – Pauvreté du monde rural

Le fléau persistant dans les campagnes et notamment des zones rurales du Sud est la pauvreté. Le nombre de personnes vivant avec moins d'1 dollar par jour a augmenté depuis 1990. Accès à l'eau, à la santé, à l'éducation demeure toujours plus fort qu'en milieu urbain. S'oppose au Sud de la Méditerranée une agriculture de firme d'un côté, de l'autre une agriculture familiale déstructurée

V – Une fracture Sud-Sud accentuée

Le clivage s'aggrave entre les zones urbaines littorales et les espaces ruraux intérieurs. Comme si le credo libéral propulsait les villes côtières vers l'avenir et les campagnes au siècle dernier.

VI – Emergence rapide de la grande distribution.

En quinze ans la grande distribution s'affirme dans les pays du Sud de la Méditerranée, éloquente au Maghreb. Si elle ne représente que 10% du total des ventes alimentaires, cette poussée des GMS bouscule le paysage industriel, commercial, financier, alimentaire.

Les ingrédients du libéralisme au cœur du bassin méditerranéen prévalent comme ailleurs : accord de libre échange, service au détriment de l'Agriculture, concentration urbaine, développement de la grande distribution, dépendance alimentaire.

Barcelone 1995, dix pays partenaires méditerranéens de l'UE sont : l'Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Syrie, Tunisie, Turquie et Autorité Palestinienne. En 2008, ont rejoint l'Albanie et la Mauritanie.

LA CHINE : LE DEFI ALIMENTAIRE

Le rapport du conseil économique et social « faim dans le monde et politiques agricoles et alimentaires : « bilan et perspectives », présenté en 2008 par Mme Jocelyne HACQUEMAND (FNAF-CGT) apporte des éléments concernant la Chine :

En 2050, 9,8 milliards d'individus peupleront la planète, 80% de la population mondiale sera concentrée dans les pays en développement. Avec quasi certitude l'Asie et l'Afrique regrouperont la grande majorité de la population mondiale.

En Chine, l'agriculture représente une part importante de l'emploi total (39,5%), ne contribue que pour 3,6% aux exportations et 4.3% aux importations. Le XIème plan quinquennal s'est fixé trois objectifs importants : garantir un approvisionnement adéquat en céréales et autres produits agricoles, augmenter les revenus agricoles, assurer un développement harmonieux de la société rurale.

Le niveau de soutien aux producteurs agricoles atteignait 8% pour 2003-2005. Il consiste en un soutien des prix du marché et subventions aux intrants. Les décisions d'importations et d'exportations relèvent du gouvernement. Elles prennent en compte les stocks stratégiques et les prévisions d'évolution de la production.

Les questions agro-environnementales, particulièrement celles relatives à l'eau sont considérées comme une priorité.

Exportatrice de produits alimentaires jusqu'en 2003, la Chine est devenue importatrice nette en 2004.

Elle exporte 4,5% en valeur de sa production agricole, la Chine est le premier producteur mondial de céréales, de riz, de fruits et légumes, de viandes ovine et porcine. En raison d'une insuffisance de ressources en terre et en eau (seulement 16% de la surface du pays sont utilisables) les grandes cultures (céréales, coton, sucre, oléagineux) exigeant beaucoup de surfaces sont considérées produit « sensibles » par les Chinois.

« A l'OMC, la position de la Chine est prudente, ni protectionniste, ni véritablement offensive ».

La chine doit nourrir 25% de la population mondiale avec seulement 10% de terres arables mondiales. Elle manque de terres agricoles, la plus grande partie de la production est le fait d'exploitations de 0,65 hectare et moins.

La division des terres collectives affermées aux familles paysannes a conduit à un émiettement des terres. Les dernières accordées pour trente ans aux familles par les autorités villageoises.

De nombreux paysans sont menacés de perdre leurs terres, dans les prochaines années en raison de la création d'infrastructures, de développement industriel et de l'urbanisation.

En culture manuelle, le rendement et donc les intrants sont déterminants. Grosse utilisatrice d'engrais et phytosanitaires, très dépendante des coûts énergétiques elle va devoir prendre en compte le problème des pollutions.

DEFI ALIMENTAIRE ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

La population active agricole mondiale représente 1,34 milliard de personnes, 43 % de la population active totale. Un tiers de paysans du monde travaille à la houe, 18 % en traction animale, 2 % disposent d'au moins un tracteur.

Dans le monde d'aujourd'hui, l'écart de productivité entre la culture manuelle la moins performante et la culture motorisée la plus performante est de 1 pour 1000 et même plus ! Sur deux milliards de tonnes de céréales produites par an dans le monde, la culture motorisée en produirait la moitié, la traction animale l'autre moitié.

A l'échelle des cycles de production, c'est maintenant qu'il faut agir pour relever le défi alimentaire. Il faut poser l'exigence d'une nouvelle ambition agricole en France, en Europe, dans le monde, par la rémunération du travail paysan et la souveraineté alimentaire. L'agriculture de progrès doit l'emporter sur l'agriculture conservatrice. Les nouvelles technologies vont-elles jouer un rôle déterminant dans le développement des pays les plus défavorisés ? L'accessibilité à tous des nouveaux outils de communication et d'information est un enjeu.

Des expériences diverses menées par des entreprises, gouvernements, ONG, témoignent. Internet, téléphonie mobile, images satellites peuvent être utiles aux exploitants familiaux de par le monde.

En Algérie, le département de lutte antiacridienne repère grâce aux images satellites, les zones de reproduction des criquets pèlerins

En Jamaïque, un système de traçabilité basé sur le GPS facilite surveillance et intervention de la lutte contre les insectes et animaux nuisibles sur le piment.

Au Mali, des images satellites aident les populations pastorales Touaregs et Peuls dans leurs choix pour orienter les troupeaux vers les zones de pâturage.

Aux Philippines, des pompes à énergie solaire assurent une meilleure gestion de l'irrigation. Dans la région de Pondichéry en Inde, des centres Internet gratuits situés dans les lieux publics permettent de lutter contre les inégalités sociales et désenclavement des villageois. D'Amérique centrale, des Caraïbes, d'Asie, d'Afrique de l'Ouest, du Maghreb, les nouvelles technologies témoignent de leur émergence.

L'alimentation, l'eau, les connaissances sont fondamentales aux droits humains. Ces nouvelles technologies peuvent être facteurs de progrès et d'émancipation des peuples. Elles doivent être des outils au service d'un nouveau développement international agricole et alimentaire relevant le défi de la faim au XXIème siècle.

PCF : UNE AMBITION AGRICOLE-ALIMENTAIRE

Le PCF lors de son 34ème congrès a fait le choix d'un nouveau type de développement. Il s'agit ici de donner du sens à l'action communiste, répondre au présent, construire de l'avenir en commun: d'abord nourrir les Hommes en assurant productions animales et végétales en conséquence, tout en ne s'interdisant pas des utilisations non alimentaires des OGM dans l'agriculture, facteur de progrès humain.

L'heure n'est plus à la fin annoncée de la paysannerie mais de placer en perspective le développement de l'agriculture pour nourrir la planète. Le PCF porte une ambition agricole qu'il s'agit de traduire dans les urnes le 7 juin prochain par le bulletin de vote Front de Gauche. Ce stage se tenant à quelques jours du scrutin.

Extirper des règles libérales de l'OMC, l'Europe à travers la Politique Agricole Commune, doit fixer des objectifs de rémunération du travail et de développement de l'emploi. L'Europe doit utiliser sa préférence communautaire et organiser ses échanges avec les pays tiers sans dumping sociaux, sanitaires, environnementaux sous la forme d'accords mutuellement avantageux, elle doit acter la relocalisation des productions, de coopérations entre grandes régions du monde.

La redistribution des richesses agricoles et agroalimentaires étant assurée par son budget. Il est important que l'Europe légifère sur la répartition de la plus value entre tous les acteurs de la production alimentaire et garantisse l'accès à l'alimentation aux consommateurs.

Pour assurer sa souveraineté alimentaire, l'UE doit se doter de stock européen de sécurité alimentaire.

Par ses politiques publiques, l'Europe doit être garante d'une alimentation de qualité et de santé du consommateur. Dès le début de la mandature, une conférence européenne doit fixer les ambition d'une agriculture moderne apte à relever le défi alimentaire du XXI e siècle.

C'est tout le sens de l'engagement des communistes à vouloir changer d'Europe.

Xavier Compain

Responsable National Agriculture, Pêche, Forêt

Changer d'Europe: une ambition agricole pour nourrir la planète

Propositions du PCF pour une nouvelle ambition alimentaire et agricole.

La Politique Agricole Commune doit avoir des objectifs :

Destinées à nourrir l'être humain et soumises aux contraintes naturelles, les productions agricoles ne peuvent être banalisées. L'agriculture doit s'extirper des règles libérales de l'OMC.

L'Europe doit utiliser sa préférence communautaire et organiser ses échanges avec les pays tiers sans dumping sociaux, sanitaires, environnementaux sous la forme d'accords mutuellement avantageux. A travers la politique agricole commune, l'Europe doit fixer des objectifs de rémunération du travail et de développement de l'emploi. La redistribution des richesses agricoles et agro-alimentaires étant assurée par son budget.

Par ses politiques publiques, tant par ses productions que par ses échanges, l'Europe doit être garante d'une alimentation de qualité et de la santé du consommateur. Grâce au progrès de la science, des techniques et de la recherche publique, l'Europe doit porter une agriculture moderne apte à relever le défi alimentaire du XXI^e siècle.

De rémunération du travail paysan

Instauration d'un prix minimum indicatif Européen.

De souveraineté alimentaire

Stocks Européen de sécurité alimentaire.

Possibilité aux Etats membres de négocier directement à l'OMC dans le cas où le droit de veto l'exige.

De qualité, respect des hommes et de l'environnement

Création d'un cahier des charges Européen, de production (sans farine animale, OGM, aliments médicamenteux et hormone de croissance).

Taxe sur le transport des produits agricoles et alimentaires, finançant un fond de relocalisations, des productions et de l'emploi (agriculture, pêche, bois).

Avec :

La préférence communautaire

Instauration d'une taxe variable aux importations abusives.

Mise en place de calendriers d'importation intra-communautaire.

La clause de sauvegarde

Possibilité de refuser les importations extra communautaires dont le cahier des charges, les garanties sanitaires et sociales sont inférieures à celui de l'Union Européenne.

Les soutiens directs

Plafonner les aides compensatrices européennes aux agriculteurs par actif et par exploitations.

Lancer un plan de développement, d'exploitation agricole de qualité environnementale et sociale, par des prêts à taux zéro grâce à la prise en charge de bonification par l'Europe.

► L'Europe doit faire le choix de la relocalisation des productions, de coopération entre grandes régions du monde

► L'Europe par la répartition de la plus value entre producteurs, industries agroalimentaires et la grande distribution doit garantir l'accès à l'alimentation aux consommateurs

► L'Europe doit dans l'urgence relancer le programme européen d'aide alimentaire aux plus démunis.

Métier de la terre, de la mer et de la forêt

La France doit se doter d'un régime d'assurance mutuel calamités.

L'Europe y contribue par des fonds publics.

Une conférence européenne de l'agriculture

Fixera dès le début de la mandature les ambitions de la Politique Agricole Commune et sa place dans le monde.